



MESNIL SYSTEM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

&

COORDINATION SPS

CARENTAN

4bis, rue Jean Loret - BP 341  
50500 CARENTAN LES MARAIS  
02.33.42.03.28  
carentan@mesnilsystem.com

COUTANCES

11, rue Maréchal Foch  
50200 COUTANCES

VALOGNES

11, rue de Poterie  
50700 VALOGNES  
02.58.47.01.81  
valognes@mesnilsystem.com

# PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS) Catégorie 2

Réfection de l'étanchéité et isolation des toitures terrasses  
de l'Hôpital.

**CH Mémorial France ETATS-UNIS**




Scannez ce QR code pour accéder au site web

[www.mesnilsystem.com](http://www.mesnilsystem.com)

IBAN : FR76 1660 6100 0784 8510 5563 060 CODE BIC/SWIFT : AGRIFRPP866

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR76 835202581 SIRET : 83520258100012 CODE NAF : 7120B

**PLAN GENERAL DE COORDINATION**  
**Étanchéité toitures terrasses Hôpital Mémorial.**

<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>CH Mémorial France ETATS-UNIS</b> <b>715 Rue Henri Dunant</b> <b>50000 ST LO</b> <a href="mailto:francoise.lelouvier@ch-stlo.fr">francoise.lelouvier@ch-stlo.fr</a>
<b>AMO</b>	<b>APROMO</b> <b>Anne BEAUVAIS</b> <b>48, place du Champ de Mars</b> <b>50000 SAINT LO</b> <a href="mailto:anne.beauvais@apromo.fr">anne.beauvais@apromo.fr</a>
<b>Architecte</b>	<b>Atelier d 'Architecture Richard DUPLAT</b> <b>Mr CATHIARD</b> <b>40, Allée Paul Langevin</b> <b>78210 SAINT-CYR-L'ECOLE</b> <a href="mailto:richard.duplat@orange.fr">richard.duplat@orange.fr</a>
<b>Coordonnateur SPS</b> 	<b>Denis ALLIX en phase Conception</b> <b>Franzy LEBOUTEILLER en phase réalisation</b> <b>SARL Mesnil System</b> <b>4bis, rue Jean Loret - BP 341 Carentan</b> <b>50500 CARENTAN LES MARAIS</b> <b>02 33 42 03 28 / 06 79 53 57 33 / 06 85 56 93 74</b> <a href="mailto:d.allix@mesnilsystem.com">d.allix@mesnilsystem.com</a> <a href="mailto:f.lebouteiller@mesnilsystem.com">f.lebouteiller@mesnilsystem.com</a>

Document rédigé par le coordonnateur SPS

Indice	Date	Intitulé	Modification
0	23/02/2022	PGC initial	
B	15/01/2025	PGC indice B	Mise à jour
C	28/02/2025	PGC Indice C	Modification intitulé du lot unique

# PREAMBULE

Nous vous informons du fait que cette opération est réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret d'application n°941159, portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes n°92-57 du 24 juin 1992.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte et notamment l'élément suivant :

**Il a été désigné un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en Sécurité et Protection de la Santé entre les différents intervenants du chantier. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier sont indiqués dans le chapitre n°1 de ce document.**

Vous devez donc répondre à l'appel d'offres et conduire vos travaux en prenant en compte les éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que le présent P.G.C.S.P.S. pourra faire l'objet de modification ou de complément porté à votre connaissance en cours de chantier.

## **Principes Généraux**

L'Entrepreneur devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent de la loi n° 93-1418 du 31/12/93, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux, objets du présent marché.

L'Entrepreneur est informé que le présent chantier fait l'objet d'un Plan Général de Coordination (PGC) tel que défini par la loi précitée et qu'il doit s'y conformer. Ce PGC fait partie du présent marché et le prix du marché est réputé comprendre toutes les prescriptions et sujétions induites par ce plan.

L'Entrepreneur et ses sous-traitants établiront un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) et mettront en œuvre les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'Entrepreneur et à ses sous-traitants en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

## **Autorité du Coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les Entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter la tâche.

La notification de cet arrêt et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **Moyens donnés au Coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

## **Obligations de l'Entrepreneur**

L'Entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les cinq (5) jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- dans les cinq (5) jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées à l'article R. 238-47 du Code du Travail,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats, tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS,
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

L'entrepreneur est tenu de faire une visite d'inspection commune pour lui et ses sous-traitants avec le CSPS.

L'Entrepreneur Principal informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs Entreprises, et lui indique leur objet ;

L'Entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS ;

Tout différend entre l'Entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage ;

À la demande du coordonnateur SPS, l'Entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination ;

En l'absence de remise du PPSPS et de la visite d'inspection commune, l'Entreprise ou ses sous-traitants ne pourront accéder au chantier.

## Table des matières

1	ARTICLE 1 : RAPPEL REGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	7
1.1	ETABLISSEMENT DU PGC.....	7
1.2	CE QUE DEFINIT LE PGC.....	7
1.3	LES DESTINATAIRES DU PGC .....	7
1.4	EVOLUTION DU PGC.....	7
1.5	CONSERVATION DU PGC .....	7
1.6	LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....	7
2	ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....	8
2.1	DECLARATION PREALABLE .....	8
2.2	LISTE DES INTERVENANTS .....	8
2.3	PRESENTATION DU PROJET ET DESCRIPTION SOMMAIRE .....	9
2.4	LOCALISATION DU PROJET .....	9
2.5	PLANNING PREVISIONNEL – PREVISION D’EFFECTIF – CATEGORIE DE L’OPERATION.....	9
2.6	NOMENCLATURE DES LOTS.....	10
2.7	MODE DE PASSATION DES MARCHES .....	10
2.8	PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER .....	10
2.9	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL .....	10
2.10	PERSONNEL INTERIMAIRE .....	11
2.11	SOUS TRAITANCE ET PRET DE PERSONNEL .....	11
3	ARTICLE 3 : MESURES D’ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D’ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....	12
3.1	PLANNING .....	12
3.2	ACCES AU CHANTIER – CIRCULATION - STATIONNEMENT.....	12
3.3	AMIANTE .....	13
3.4	PLOMB .....	13
3.5	RESEAUX ENTERRES OU AERIENS.....	13
3.6	MESURES D’ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER .....	14
3.7	GESTION ET TRI DES DECHETS DE CHANTIER ET NETTOYAGE.....	15
3.8	INCENDIE .....	16
3.9	MANUTENTIONS ET MOYENS DE LEVAGE.....	16
3.10	POINT D’EAU SUR LE CHANTIER.....	16
3.11	COACTIVITES AVEC L’EXPLOITANT .....	16
4	ARTICLE 4 : MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT .....	17
4.1	ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES .....	17
4.2	MANUTENTION .....	18
4.3	MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES .....	19
4.4	DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D’ENTREPOSAGE .....	19

4.5	NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES .....	20
4.6	TRAVAUX PARTICULIERS DANGEREUX .....	20
4.7	SECURITE COLLECTIVE .....	23
4.8	TRAVAUX EN HAUTEUR.....	24
4.9	ALIMENTATION ELECTRIQUE .....	25
4.10	GESTION DE LA COACTIVITE .....	26
4.11	TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS .....	26
5	ARTICLE 5 : SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER .....	27
5.1	EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS .....	27
6	ARTICLE 6 : MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	27
6.1	REGLES GENERALES DE NETTOYAGE DU CHANTIER.....	27
6.2	CANTONNEMENTS .....	27
7	ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE .....	28
7.1	ORGANISATION .....	28
7.2	DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	28
8	ARTICLE 8 : MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, TRAVAILLEURS INDEPENDANTS .....	29
8.1	PPSPS.....	29
8.2	PRESTATAIRE DE SERVICE .....	29
8.3	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS .....	29
8.4	TRAVAILLEURS DETACHES.....	29
9	ANNEXE 1 .....	30

## **Pandémie COVID 19**

*En cas de retour, et selon le guide de l'OPPBTP qui serait réédité :*

- *Les prescriptions générales décrites dans ce guide seraient à respecter, et les mesures de bon sens appliquées. (Aération des locaux, salut à distance, nettoyages quotidiens, désinfection régulières, ...)*

Conformément aux principes généraux de prévention en matière de protection de la santé et sécurité au travail, la démarche de continuité d'activité doit conduire, par ordre de priorité :

- A éviter les risques d'exposition au virus.
- A privilégier les mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles. (Distanciation, plutôt que port du masque par exemple).

## **1 ARTICLE 1 : RAPPEL REGLEMENTAIRE SUR LE PGC**

### **1.1 ETABLISSEMENT DU PGC**

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

### **1.2 CE QUE DEFINIT LE PGC**

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

### **1.3 LES DESTINATAIRES DU PGC**

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

### **1.4 EVOLUTION DU PGC**

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention.

Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

### **1.5 CONSERVATION DU PGC**

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **1.6 LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

1 - Eviter les risques.

2 - Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.

3 - Combattre les risques à la source.

4 - Adapter le travail à l'homme, ..., en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

5 - Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.

6 - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.

7 - Planifier la prévention en y intégrant, ..., la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, ..., l'influence des facteurs ambiants ...

8 - Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

9 - Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 2 ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

### 2.1 DECLARATION PREALABLE




Conformément à la recodification du code du travail de mars 2008, et à l'article R 4532-44, le Maître d'ouvrage doit envoyer la Déclaration Préalable qui devra comprendre la liste des entreprises retenues par lots, ainsi que leurs sous-traitants connus, l'effectifs et leur nombre total d'hommes/jours.

### 2.2 LISTE DES INTERVENANTS




TITRE	DÉSIGNATION	ADRESSE	TEL/MAIL
Maître d'ouvrage	CH Mémorial France ETATS-UNIS Madame LELOUVIER Françoise	715 Rue Henri Dunant 50000 ST LO	02 33 06 30 53 francoise.lelouvier@ch-stlo.fr
AMO	APROMO Madame BEAUVAIS Anne	48, place du Champ de Mars 50000 SAINT LO	02 31 78 99 52 06 78 68 39 74 anne.beauvais@apromo.fr
Architecte	Atelier d'Architecture Richard DUPLAT Monsieur CATHIARD L	40, Allée Paul Langevin 78210 SAINT-CYR-L'ECOLE	01 30 45 15 61 richard.duplat@orange.fr







TITRE	DÉSIGNATION	ADRESSE	TEL/MAIL
Coordonnateur SPS conception	MESNIL SYSTEM' Monsieur ALLIX Denis	4bis, rue Jean Loret - BP 341 Carentan 50500 CARENTAN LES MARAIS	02 33 42 03 28 06 79 53 57 33 d.allix@mesnilsystem.com
Coordonnateur SPS Réalisation	MESNIL SYSTEM' Monsieur LEBOUTEILLER Franzy	4bis, rue Jean Loret - BP 341 Carentan 50500 CARENTAN LES MARAIS	02 33 42 03 28 06 85 56 93 74 f.lebouteiller@mesnilsystem.com

TITRE	DÉSIGNATION	ADRESSE	TEL/MAIL
Bureau de contrôle	SOCOTEC Monsieur MERIMEE Anthony	1283, Avenue de Paris 50000 SAINT LO	02 33 05 32 77 anthony.merimee@socotec.com

	ORGANISMES D'ÉTAT	ADRESSE	TEL/MAIL
	O.P.P.B.T.P	28, Rue Martin Luther King Immeuble La Mareillaise 14280 SAINT CONTEST	02 31 44 23 61 normandie@oppbtp.fr
	Inspection du travail Manche	Bât B, Cité Administrative, Rue des Prés 50000 SAINT LO	02 33 77 32 89
	CARSAT Normandie	1 rue Ferdinand Buisson Parc Athéna - CS 60301 14280 ST-CONTEST	02 31 46 89 31 prevention.caen@carsat-normandie.fr



	SERVICES	ADRESSE	TEL/MAIL
	Service de Déminage	Rue Daniel Huet 14038 CAEN Cedex 09	02 31 30 64 00
	DDTM de la Manche Délégation territorial centre	477, Boulevard de la Dollée B.P 60355 50015 SAINT LO Cedex	02 33 06 39 00
	PREFECTURE MANCHE	Place de la Préfecture 50002 SAINT LO	02 33 75 49 50

	SECOURS	ADRESSE	TEL/MAIL
	GENDARMERIE NATIONALE	367, Rue de Tessy 50000 SAINT LO	17
	S A M U		15
	Centre Antipoison CHR ANGERS site Larrey	4, Rue Larrey 49100 ANGERS	02 41 35 36 37
	Centre Hospitalier de Saint-Lô	715 Rue Henri Dunant 50000 ST LO	02 33 06 33 33
	CENTRE DE SECOURS	136 Bd de Strasbourg 96 50000 SAINT LO	18
	Numéro d'urgence depuis un portable		112

## 2.3 PRESENTATION DU PROJET ET DESCRIPTION SOMMAIRE

Réfection de l'étanchéité de toutes les toitures terrasses de l'Hôpital FRANCE ETATS-UNIS de SAINT LO.

## 2.4 LOCALISATION DU PROJET

Le chantier se situe sur la commune de ST LO.

Adresse du chantier : 715, rue Dunant - 50 000 ST LO

## 2.5 PLANNING PREVISIONNEL – PREVISION D'EFFECTIF – CATEGORIE DE L'OPERATION

Durée globale des travaux : 14 mois ; à partir de juillet 2025. (1<sup>ère</sup> été/automne 2025, seconde phase printemps/été 2026)

Au regard de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, l'opération est classée en Catégorie 2, avec une prévision d'effectif supérieur à 10 à un moment donné.

## **2.6 NOMENCLATURE DES LOTS**

N° de lot	Nom du lot
UNIQUE	Étanchéité – Couverture – Isolation et modification des installations techniques et de sécurité

## **2.7 MODE DE PASSATION DES MARCHES**

L'opération fait l'objet d'un marché : Public.

L'opération sera traitée en Lot unique.

Conformément à la recodification du code du travail en mars 2008, et à l'article R 4532-44, la liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lots, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le présent chapitre renvoie au chapitre correspondant du registre journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement par le coordonnateur.

## **2.8 PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER**

1. Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lots diffuseront au coordonnateur sécurité santé les éléments suivants :
  - Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants,
  - La date approximative d'intervention, y compris de chaque sous-traitant,
  - L'effectif prévisible par l'entreprise des travailleurs affectés au chantier,
  - La durée prévue des travaux, y compris de chaque sous-traitant.
2. Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Pour cela, elle dispose d'un mois à compter de la réception de son contrat signé.
3. Préalablement à chaque intervention, chaque entreprise (entreprises titulaires de lot et sous-traitants) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.  
Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du P.P.S.P.S., de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

## **2.9 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

L'Entrepreneur doit satisfaire aux obligations de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal complétée par le décret n° 97-638 du 31 mai 1997, ainsi qu'à toutes les lois et tous les règlements les complétant.

L'Entrepreneur s'engage ainsi à respecter les dispositions des articles L. 8211-1 et suivants du Code du travail relatifs à la lutte contre le travail illégal et en particulier au travail dissimulé.

Lors de la conclusion du marché et tous les trois mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'Entrepreneur s'engage à communiquer au Maître d'Ouvrage tout justificatif inhérent tant à la régularité de sa situation juridique, fiscale et sociale qu'à celle de l'emploi de ses salariés, et notamment les documents visés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, pour lui permettre de vérifier qu'il s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail.

En cas de manquement par l'Entrepreneur aux obligations du présent article, le Maître d'Ouvrage pourra procéder à la résiliation du contrat. De surcroît, l'Entrepreneur sera redevable de la pénalité prévue, et garantira le Maître d'Ouvrage, de manière irrévocable, de toutes les conséquences liées à ce manquement.

## **2.10 PERSONNEL INTERIMAIRE**

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés.

Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

## **2.11 SOUS TRAITANCE ET PRET DE PERSONNEL**

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 sont d'ordre public.

L'Entrepreneur s'engage à les respecter étant précisé que tout recourt à une sous-traitance irrégulière constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché.

Par dérogation expresse à l'article 4.4 du CCAG, aucun sous-traitant ne pourra être accepté de manière tacite par le Maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur est donc tenu d'obtenir de la part du Maître d'Ouvrage l'acceptation écrite du sous-traitant, assortie de l'agrément de ses conditions de paiement, selon la procédure décrite ci-après.

Si l'Entrepreneur manque à cette obligation, le Maître de l'Ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qu'il prescrit à cet effet.

Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation du marché de l'entrepreneur dans les conditions prévues au présent document.

### **Autorisation de Sous-Traitance**

L'entrepreneur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

L'Entreprise doit informer le sous-traitant dont elle demande l'agrément, selon la procédure décrite ci-après, de la nécessité de l'acceptation écrite et de l'agrément des conditions de paiement préalables par le Maître de l'Ouvrage. Elle en apportera au Maître de l'Ouvrage la justification à première demande de sa part.

L'Entrepreneur reste responsable de la partie sous-traitée de son marché vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

En conséquence, nonobstant une opération de sous-traitance agréée, l'Entrepreneur demeure intégralement responsable vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage et sans que l'énumération suivante puisse être considérée comme limitative :

- de la qualité et la conformité des ouvrages,
- du respect du calendrier des travaux,
- de l'organisation des travaux,
- du respect du règlement de chantier,
- de la coordination technique avec ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants.

L'entrepreneur qui fait exécuter en partie le contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants est tenu de :

- les informer que le chantier est soumis à l'obligation d'élaborer un PGC en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- leur en remettre un exemplaire accompagné le cas échéant d'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenu pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Il doit, en outre, faire son affaire personnelle de la transmission des ordres, comptes rendus de chantier, avis du Contrôleur Technique et tous éléments nécessaires aux sous-traitants. A ce titre, il se conformera aux dispositions du PGC.

Le sous-traitant élabore son PPSPS, en tenant compte :

- des informations fournies par l'Entrepreneur, notamment celles qui sont contenues dans son PPSPS,
- des informations contenues dans le document précisant les mesures d'organisation générale retenues pour la partie du chantier dont l'Entrepreneur a la responsabilité.

L'Entrepreneur s'engage à soumettre ses sous-traitants aux mêmes obligations d'assurance que celles lui incombant.

En cas de nantissement, la part du marché pouvant être nantie par l'Entrepreneur est cantonnée à la partie des travaux qu'il effectue personnellement.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non-observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

### 3 ARTICLE 3 : MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

#### 3.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour **EVITER TOUTE COACTIVITE** dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur. Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre.

#### 3.2 ACCES AU CHANTIER – CIRCULATION - STATIONNEMENT

Voir selon plan d'installation proposé à l'appel d'offres par le **Mandataire** et confirmation à la 1ère réunion de coordination S.P.S.

##### 3.2.1 Accès au chantier

Le chantier devra être clos et indépendant vis-à-vis de l'extérieur pendant toutes les phases de l'opération (type HERAS ou similaire). Une entrée avec portail devra être réalisée dès la phase de préparation du chantier au droit de l'accès réservé au chantier. Toute sujétion relative à la signalisation sur la voirie d'accès devra être étudiée auprès des services compétents. En dehors des engins de chantier, seuls les véhicules de livraison de matériaux et matériels seront admis dans l'emprise du site. Leur stationnement sera limité au strict nécessaire.

Le **Mandataire** prendra à sa charge les modalités de clôture et de surveillance du chantier. A ce titre, il appartiendra à cette entreprise de proposer au coordonnateur sécurité des dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

##### 3.2.2 Stationnement

Le stationnement des véhicules de chantier ne peut se faire que sur les emplacements préalablement désignés sur le plan d'installation de chantier.

##### 3.2.3 Circulation piétonne

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux. Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer. Ils seront maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

**Rappel : Toute personne amenée à circuler sur le site devra porter les protections individuelles adaptées.**

##### 3.2.4 Contrôle des accès

Seules les personnes autorisées accéderont aux chantiers, elles devront être titulaires d'une carte professionnelle de BTP.

##### 3.2.5 SIGNALISATION

Il sera prévu par le titulaire du **Mandataire** :

- un panneau de chantier conforme à l'article A. 421-7 du code de l'urbanisme et indiquant la nature de l'opération et le nom des intervenants compris sous-traitants, (Article R 8221-1 du Code du Travail) visible de la rue.
- une signalisation de sécurité « chantier interdit au public – port du casque obligatoire – port des protections individuelles »,



- une copie de la déclaration préalable émise par la maîtrise d'Ouvrage (à l'extérieur d'un bungalow).

### **3.3 AMIANTE**

Repérage amiante avant opération. (Réalisé par CHEVALIER DIAG)

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

- Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :
  - Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
  - Formation des salariés.
  - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
  - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS
- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation : A définir PIC
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

### **3.4 PLOMB**

CREP (Constat de Risque d'Exposition au Plomb).

Ce diagnostic doit être réalisé quelle que soit l'année de construction des ouvrages.

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à  $1 \text{ mg/cm}^2$  ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette, avant, pendant et après travaux, avec teneur  $\leq 1\,000 \text{ }\mu\text{g/m}^2$ ) et un suivi médical (avant, pendant, après intervention) seront assurés, afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) :  $< 400 \text{ }\mu\text{g/litre}$  de sang pour l'homme et  $300 \text{ }\mu\text{g/litre}$  pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) :  $< 0,1 \text{ mg/m}^3$  d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation : A définir PIC
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

### **3.5 RESEAUX ENTERRES OU AERIENS**

Tous les réseaux devront être repérés avant démarrage des travaux, et le repérage devra être maintenu pendant toute la durée des travaux. (Réseaux électriques d'alimentation des équipements techniques en toiture par exemple)

### 3.6 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

#### 3.6.1 Installation de chantier T.C.E.

Le **Mandataire** complètera, avant démarrage de toute intervention, le plan d'installation de chantier sur lequel seront indiqués les équipements suivants :

- les accès au chantier (véhicules et piétons),
- les modalités de clôture,
- l'implantation de la zone de cantonnement TCE : bureaux de chantier et encadrement, vestiaires, réfectoires, sanitaires sur le parking au Nord de la blanchisserie,
- les voiries de chantier (y compris voie d'accès piétons jusqu'au cantonnement),
- le tracé des réseaux électriques,
- l'implantation des zones de stockage, et stockage des déchets,
- l'implantation des engins de manutention. (Grue, sapine de levage, monte-charge, treuil, ...)

Nota : Le cantonnement devra être dimensionné par rapport à l'effectif maximal prévisible sur le planning. Attention, si le personnel est mixte, des installations séparées pour les hommes et les femmes doivent être mises en place.

Les différentes entreprises complèteront leur plan d'installation de chantier à l'avancement des travaux, en précisant les éventuelles modifications envisagées par rapport aux éléments du plan d'installation initial.

Les installations de chantier seront implantées en accord avec le coordonnateur sécurité et soumises à l'approbation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

#### 3.6.2 Cantonnements – Bureaux de chantier

Le **Mandataire** devra assurer dans la zone de cantonnement située sur le parking au Nord de la blanchisserie **pour toute la durée du chantier et pour tous les corps d'état**, l'installation de :

- Une salle de réunion, entièrement équipée avec fenêtres, éclairée et chauffée, munie d'une table et de chaises en nombre suffisant pour recevoir les représentants de toutes les entreprises convoquées aux rendez-vous de chantier ou de coordination,
- Des sanitaires raccordés au réseau d'assainissement, ou une fosse provisoire en cas d'absence de réseaux sur la base-vie, **et un sanitaire chimique au pied de la sapine d'accès en toiture.**
- Un réfectoire avec possibilité de réchauffer sa nourriture.
- Des vestiaires dimensionnés en fonction de l'effectif «de crête» du chantier (tous corps d'état).

**Ces installations doivent faire l'objet d'une vérification de conformité.**

**Rappel :** L'hébergement des travailleurs est interdit sur le chantier.

#### 3.6.3 Protections collectives

##### PRINCIPE :

Lorsqu'une entreprise intervient sur une zone où la protection est en place, elle aura à sa charge le déplacement et la remise en place de cette protection.

Chaque entreprise devra rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Il est rappelé que la mise en place ou la modification d'une protection collective doit se faire avec une protection individuelle appropriée.

Les échafaudages, plates-formes de travail à encorbellement (PTE) et d'une manière générale le matériel d'accès, de protection, de réception de matériaux ou formant surface de travail, devront être conformes à la réglementation en vigueur (Articles R.4323-69 à R.4323-80 du Code du Travail) et notamment aux dispositions suivantes :

- Obligation d'utiliser des PTE adaptées et conformes dont les éléments constitutifs proviennent d'un seul et même fabricant (Art.R4321-1 et R.4323-72 du Code du Travail) ;

- Obligation de respecter les dispositions de la notice du fabricant pour la réception de dépliement et de repliement de la PTE et du stockage (Art.4323-70) ;
- Obligation relative à une formation spécifique des utilisateurs au montage, au démontage et à la modification de ces équipements (Art.R4323-69) ;
- Obligation de mettre à dispositions des salariés formés, la notice du fabricant et un plan de calepinage élaboré par des personnes compétentes (Art.R4323-69 et 70) ;
- Obligation de maintenance, d'entretien et de vérification des PTE consistant notamment dans un examen d'adéquation, un examen de montage et d'installation ainsi qu'un examen de l'état de conservation (Art.R4323-72 et arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages) ;
- Obligation de protections périphériques complètes (Art.R4323-59 et 77).
- L'entreprise installatrice devra afficher, sur place, les conditions d'utilisation et les certificats de contrôles réalisés des matériels de montage ainsi que des modifications éventuelles.

Le port du harnais de sécurité est obligatoire tant pour le montage que le démontage.

#### 3.6.4 *Protections individuelles*

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier doivent obligatoirement être équipées des protections individuelles nécessaires selon les travaux accomplis, soit au minimum de casque, chaussures ou bottes de sécurité et de vêtements de travail appropriés, vêtements à haute visibilité, lunette de protection, gants, protections auditives, harnais de sécurité conformes à la normalisation en vigueur.

Chaque personne devra être identifiable.

#### 3.6.5 *Stabilité provisoire et stockage*

Tous les matériaux et/ou matériels approvisionnés sur le chantier devront être stockés sur des chevalets, ou sur des supports stables, amarrés correctement pour éviter les risques de renversements ou de chutes. Tous les matériaux roulants (tourements, tuyaux canalisations, etc...) devront être calés correctement.

Tous les matériaux et/ou matériels mis en place devront être stabilisés à l'aide de tirants-poussants, blocs béton ou tous autres moyens de maintiens.

Dans le cas de mise en place de butons horizontaux, une numérotation sera indiquée en sous face et sur le dessus afin de préciser et guider les conducteurs d'engins de levage.

### **3.7 GESTION ET TRI DES DECHETS DE CHANTIER ET NETTOYAGE**

#### 3.7.1 *Gestion des déchets*

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière pour :

- la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets,
- l'information des entreprises et de leur personnel.

Les entreprises devront respecter les obligations indiquées au C.C.T.P. et au P.G.C.S.P.S.

Chaque entreprise est responsable de ses déchets et devra en assurer la traçabilité.

#### Stockage provisoire :

Le stockage provisoire (sur le site) de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- respecter la santé et la sécurité des travailleurs,
- éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux,
- permettre un recyclage optimum.

#### Traçabilité :

L'entreprise apportera au Maître d'Ouvrage la preuve de la destination finale des matériaux (traçabilité) et de sa conformité à la réglementation. Il utilisera un bordereau de suivi de déchet.

### 3.7.2 NETTOYAGE

La propreté est une condition indispensable pour assurer la sécurité des personnes et permettre d'atteindre immédiatement des résultats de qualité.

En conséquence, chaque Entrepreneur s'engage à faire exécuter par son personnel, autant que de besoin, le nettoyage des zones de travail et le rangement des matériaux et matériels au fur et à mesure du chantier et au terme de celui-ci. Il se charge du transport de ses propres gravats jusqu'au lieu de stockage déterminé à cet effet avec le Maître d'Œuvre.

## 3.8 INCENDIE

### 3.8.1 Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables

Le stockage des produits inflammables sera exclusivement réalisé dans la zone de cantonnement et les entreprises veilleront à n'introduire sur le chantier que les quantités nécessaires à une journée de travail au maximum.

### 3.8.2 Dispositions prises pour lutter contre l'incendie

Chaque entreprise est tenue de prévoir des extincteurs appropriés et nécessaires en fonction des risques engendrés par la réalisation de ses travaux, **et est priée de stopper tout travaux par point chaud 2 heures avant de quitter le chantier.**

Pour mémoire : un permis de feu est un document de sécurité qui doit être établi préalablement à toute opération de maintenance ponctuelle qualifiée de « travail par point chaud ». Cette terminologie englobe les opérations de soudage, de découpage de métaux, et toutes les opérations génératrices de chaleur, d'étincelles ou de flamme nue.

## 3.9 MANUTENTIONS ET MOYENS DE LEVAGE

Toutes les entreprises utilisatrices de moyens de levage, fixes ou mobiles, procéderont aux demandes d'autorisation réglementaires, sous leur propre responsabilité.

L'entretien et le fonctionnement de chaque engin de levage seront obligatoirement et exclusivement assurés par l'entreprise concernée. Dans le cas où une ou plusieurs autres entreprises seraient amenées à l'utiliser, une convention entre les entreprises utilisatrices devra être établie.

Par ailleurs, les manœuvres et évolutions, avec visibilité réduite, ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une personne chargée uniquement du guidage. Chaque opérateur devra être en possession d'une autorisation de conduite.

Les rapports de vérifications, carnets d'observations examens d'adéquation et d'entretien du matériel seront obligatoirement à disposition sur le site.

Le port du harnais de sécurité est obligatoire suivant la notice d'utilisation de la nacelle, attaché aux crochets d'ancrages prévus à cet effet (le harnais ne devra en aucun cas être accroché aux garde-corps).

### 3.10 POINT D'EAU SUR LE CHANTIER

Un lavabo est accessible dans l'édicule supérieur des ascenseurs.

### 3.11 COACTIVITES AVEC L'EXPLOITANT

Respecter les consignes de l'hôpital en activité :

- accès sur les toits interdit par l'intérieur de l'hôpital. (Utilisation exclusive des escaliers de chantier - échafaudages)
- les voies d'accès (ambulances, pompier, hélicoptère) devront être constamment libres et dégagées de tout obstacle. (Matériaux, fourgons, ...)

- les zones d'approvisionnement devront être balisées, et protégées par des clôtures de chantier.

- lors d'interventions en rive de toiture, (acrotères), un balisage devra être mis en place au sol à l'aplomb de ces zones (ou sur les balcons), pour éviter tout risque d'accident par la chute d'objet.

Prévenir des problèmes :

1. Nuisance sonore à réduire au maximum.
2. Fermeture de chantier



## 4 ARTICLE 4 : MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT

### 4.1 ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

#### 4.1.1 Généralités

Les zones de circulation menant aux zones des travaux devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels. Toutes les dispositions seront prises pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des circulations.

L'évacuation des déchets générés par les travaux sera gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation acceptables.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

#### 4.1.2 Circulations horizontales au sol

##### Voies de circulation des véhicules et engins dans le chantier

Ces circulations doivent permettre aux véhicules et engins de chantier d'accéder sur les aires de déchargement ou les aires de stockage et devront être entretenues régulièrement.

##### Voies piétonnes dans le chantier

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux.

Les cheminements vers les cantonnements seront identifiés, et protégés.

#### 4.1.3 Circulations en toiture

**Circulation / intervention en toiture terrasse :** les protections périphériques collectives doivent être priorisées sur les protections individuelles. Dès lors que la structure du bâtiment le permet, des supports potelets devront être installés pour former des garde-corps provisoires. En cas d'impossibilité structurelle, les travaux seront réalisés avec les harnais accrochés sur une ligne de vie contrôlée, sur une bande de 2 mètres en rive de la toiture. Ensuite, les garde-corps lestés auto stables seront mis en place sur cette bande pour permettre la poursuite des travaux en sécurité.

#### 4.1.4 Circulations verticales

Les circulations verticales se font par les escaliers extérieurs, sapines ou échafaudages, installés pour le chantier.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	<b>Mandataire</b>
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	L'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès du chantier. Maintien des séparations physiques des voies de circulation des engins et des piétons	<b>Mandataire</b>
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Toutes les entreprises ont l'obligation d'assurer la continuité des protections collectives provisoires de chantier jusqu'à disparition définitive du risque. A défaut, le CSPS demandera à l'entreprise ayant mis en œuvre les protections collectives provisoires de chantier, la remise en état immédiate de celles-ci, autant de fois qu'il sera nécessaire.	Tout corps d'état

## 4.2 MANUTENTION

### 4.2.1 Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM.

### 4.2.2 Personnel utilisateur :

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, le personnel affecté aux manœuvres de levage, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage ...), devront avoir reçu une formation spécifique.

### 4.2.3 Grue à tour :

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Étude de site. **Attention à l'air d'évolution de l'hélicoptère !**
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier.

Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Toute grue à tour, dont la hauteur à monter pour atteindre la cabine de pilotage sera supérieure à 30 mètres, devra être équipée d'un ascenseur.

### 4.2.4 Grue automotrice/mobile :

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin.

L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

### 4.2.5 Appareux de levage et autres engins de manutention :

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin utilisé.

### 4.2.6 Sécurisation des moyens de levage :

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention interentreprises	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

#### 4.3 MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédant un poids de 50 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoire de manutention, etc.).

#### 4.4 DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

##### 4.4.1 Approvisionnements

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des besoins sur le chantier.

##### 4.4.2 Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit. Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins. Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

##### 4.4.3 Matières ou substances dangereuses

Dans le choix de leurs produits ou matériaux, les entreprises doivent appliquer les Principes Généraux de Prévention :

« Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux »

S'il n'est techniquement pas possible de les éviter, les produits ou matériaux dangereux doivent être clairement identifiés (par étiquetage) et stockés à part (exemple : solvants, colles, peintures, etc.).

En aucun cas ils ne doivent être stockés dans le bâtiment.

L'entreprise doit utiliser un container spécial. Ce container doit être installé à l'extérieur, à un emplacement désigné sur le plan d'installation de chantier après concertation du Maître d'ouvrage et du CSPS.

Le PPSPS de l'entreprise décrira les conditions de stockage et d'utilisation de ces produits ou matériaux. La fiche de données de sécurité fournie par le fabricant sera jointe au PPSPS.

Si ces produits sont inflammables (gaz, solvants, etc.), l'entreprise concernée doit tenir en permanence près de ce stockage le dispositif le plus approprié de lutte contre l'incendie (extincteurs, bacs à sable, etc.) ou tout autre dispositif de sécurité nécessaire. Ce dispositif doit être décrit dans le PPSPS.

#### 4.4.4 Stockage – Elimination – Tri et évacuation des déchets et décombres

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et prend à sa charge le tri, l'évacuation et la valorisation ou l'élimination de ses déchets, chutes, emballages vides et gravois provenant de ses travaux.	Tout corps d'état

Il est interdit d'éliminer ses déchets par brulage.

#### 4.5 NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES

L'entreprise assurera pendant toute la durée de l'opération et tant que de besoin le nettoyage des voies publiques souillées par son activité du chantier.

#### 4.6 TRAVAUX PARTICULIERS DANGEREUX

##### 4.6.1 Présence d'amiante

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	DESAMIANPAGE
Établissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :	DESAMIANPAGE
	Le type et les quantités d'amiante manipulés  Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués  Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant	

	<p>Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux</p> <p>La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier</p> <p>Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche</p> <p>Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.</p>	DESAMIANPAGE
Établissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	<p>L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La nature de l'intervention Les matériaux concernés</li> <li>La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle</li> <li>Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre</li> <li>Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39</li> <li>— Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention</li> <li>Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements</li> <li>Les procédures de gestion des déchets</li> <li>— Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1<sup>re</sup> mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	DESAMIANPAGE
Mesures de prélèvement atmosphérique	<p>Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :</p> <p>Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail</p> <p>Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 1334-18 du code de la santé publique.</p>	DESAMIANPAGE

On distingue deux catégories de contrôle permettant d'obtenir l'autorisation de réoccuper des locaux traités pour **désamiantage**, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une opération de **retrait** ou bien d'un **encapsulage de matériaux et produits contenant de l'amiante** (MPCA) :

3. L'**examen visuel des surfaces traitées** : sous la conduite d'un opérateur certifié, les locaux sont inspectés en vue d'établir leur bon état ;
4. Les **mesures d'empoussièrement de l'air** : ces analyses permettent de vérifier l'absence de fibres d'amiante dans l'atmosphère ambiante.

Ces contrôles doivent être réalisés dans un certain ordre et à certaines étapes marquant la libération progressive du chantier, suivant le tableau ci-dessous.

PHASE	TYPE DE CONTRÔLES	RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES	RESPONSABILITÉ
Libératoire	Examen visuel des surfaces traitées  Mesures d'empoussièrement de l'air	<a href="#">article R4412-140</a> du code du travail	Entreprise de désamiantage
<b>Dépose des confinements</b>			
(A) Si absence de travaux de réhabilitation	Examen visuel des surfaces traitées  Mesures d'empoussièrement de l'air	<a href="#">article R1334-29-3</a> du code de la Santé publique	Propriétaire
(B) Si travaux de réhabilitation	Examen visuel des surfaces traitées	<a href="#">article R1334-29-3</a> du code de la Santé publique	Propriétaire
	Mesures d'empoussièrement de l'air		Maître d'ouvrage, donneur d'ordre ou entreprise en charge des travaux
	<b>Travaux de réhabilitation</b>		
	Mesures d'empoussièrement de l'air	<a href="#">article R1334-29-3</a> du code de la Santé publique	Propriétaire

#### 4.6.2 Présence de plomb

Les entreprises intervenantes devront prendre en considération le plomb, à savoir :

- \* Mise en place d'une signalisation indiquant travaux à risque de plomb
- \* Confinement de la zone par bâchage étanche
- \* Port des protections individuelles (appareils de protection respiratoire avec filtres de type P3, combinaison, lunettes, gants)
- \* Interdiction aux autres intervenants de pénétrer dans la zone à risque de plomb.
- \* Utiliser des techniques produisant aussi peu de poussières que possible (pour le nettoyage : proscrire balais et aspirateurs ménagers)
- \* Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (préférer le nettoyage à l'humide)
- \* Ne pas boire, manger, fumer, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail
- \* Se laver les mains et le visage avant les repas
- \* Se doucher après le travail, changer de vêtements

\* Contrôle plombémie chez les travailleurs (avant et après intervention)

\* Description précise des modes opératoires et moyens mis en œuvre pour les travaux dans les PPSPS.

#### 4.6.3 *Autres matières et substances dangereuses*

Les matériaux dangereux seront stockés dans un endroit adapté pour éviter tout risque de danger et de pollution et seront évacués avec un bordereau de suivi de déchets.

Une copie des bons de décharges ou de traitement sera transmise au maître d'ouvrage.

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés au centre de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le CSPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

#### 4.6.4 *Silice cristalline*

L'arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail, intègre les travaux exposants à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail. (Arrêté paru au journal officiel le 1<sup>er</sup> novembre 2020)

Toutes les mesures doivent donc être prises pour protéger la santé des salariés exposés, pendant les travaux de découpage, percement, démolition, ... sur les matériaux concernés. (Bétons, agglos, ...etc)

### 4.7 **SECURITE COLLECTIVE**

#### 4.7.1 *Généralités*

En application des Principes Généraux de Prévention, les entreprises doivent :

« Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle »

Le **Mandataire** est responsable de la mise en place, du maintien et de l'entretien de la signalisation et balisage des zones dangereuses, emprise de travaux, accès, circulation sur le chantier nécessaire pour ces travaux.

Les protections collectives sont à l'usage de toutes les entreprises. Cependant, chaque entreprise a l'obligation de compléter les protections collectives, en cas d'insuffisance pour ses propres travaux.

Les sous-traitants peuvent installer les protections collectives nécessaires à leur activité. Des protections collectives autres que celles prévues peuvent être décidées, par le titulaire du lot concerné ou/et le Coordonnateur SPS sans qu'elles ne puissent donner lieu à rémunération complémentaire

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par un autre corps d'état doit prévoir, après accord de celui-ci, l'équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux, garantissant une protection collective efficace et équivalente. Il en assure la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux ou à la remise en place des protections initiales à sa charge.

#### 4.7.2 *Balisage et signalisation*

La signalisation, doit permettre d'attirer, de manière rapide et intelligible, l'attention du personnel, sur des objets et situations susceptibles de provoquer des dangers particuliers.

Le balisage doit être réalisé à l'aide de barrières mobiles (rouge/blanche) ou de grillage orange plastifié, la rubalise seule est insuffisante.

#### 4.7.3 Travail en hauteur

Les entreprises garantissent la mise en œuvre et le maintien en état des mesures de protection collective destinées à empêcher les chutes de personnes.

Elles peuvent notamment être constituées par :

- des garde-corps placés au niveau des plans de travail et de circulation,
- des auvents, planchers, filets,
- des échafaudages, etc...

Elles ne peuvent être démontées qu'après information préalable du Coordonnateur SPS.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	Tout corps d'état
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	T.C.E

#### 4.8 TRAVAUX EN HAUTEUR

Suivant le code du travail R4326-63: les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

En application des Principes Généraux de Prévention, « Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle », l'usage d'échafaudages, de nacelles, de protections collectives devra être privilégié.

L'utilisation d'échelle pour accéder à un niveau supérieur, devra être exceptionnelle et nécessitera son dépassement de 1,00m et d'être attachées en haut et bloquées en bas. Il est interdit de travailler sur une échelle. L'utilisation d'un échafaudage ou d'une nacelle devra se faire.

Toute Entreprise intervenante en hauteur devra obligatoirement baliser les zones et accès situés à l'aplomb de ses postes de travail par un moyen adapté afin d'en interdire le passage (barrières métalliques légères ou autres dispositifs au moins équivalents ; la ruralise est un moyen de signalisation, pas un moyen d'interdiction ni de protection).

Le personnel se trouvant dans la nacelle sera, suivant la prescription du fabricant de la nacelle, équipé ou non d'un harnais de sécurité et un surveillant permanent devra se trouver au bas de celle-ci, un même surveillant pourra s'occuper de une ou plusieurs nacelles. Ce surveillant devra être titulaire de l'autorisation de conduite correspondant à la classe de matériel qu'il surveille et avoir une parfaite connaissance de l'engin de manière à pouvoir intervenir et sans délais en cas de problème.

Le transport en élévation de personnes par des engins de levage non adaptés est strictement interdit. L'utilisation de nacelles élévatrices de personnel doit être optimisée.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état
Travaux réalisés à partir d'une plate-forme élévatrice mobile du personnel (PEMP) dont les caractéristiques seront adaptées au site et aux travaux à réaliser	L'utilisation commune par différents lots fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle d'un maître d'œuvre et du coordonnateur SPS	Lots concernés

#### 4.9 ALIMENTATION ELECTRIQUE

Avertissements : Toute intervention sur l'installation électrique doit être réalisée par une personne habilitée.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements	Fourniture, pose, maintenance et dépose de l'alimentation électrique des locaux de cantonnements depuis l'armoire électrique générale du chantier	Mandataire
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties sombres du chantier à usage commun (les cheminements et circulations extérieurs)	Mandataire
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	Mandataire
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier :  Prolongateurs de raccordements du type H07 RN-F enrouleurs de catégorie NFC 61-720  Prises de protection IP 447 incassable Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008  - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tout corps d'état

## 4.10 GESTION DE LA COACTIVITE

### 4.10.1 Protections liées à la superposition des tâches

Le phasage des travaux devra être réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation (échafaudage...) seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique.

Le titulaire du lot réalisant les travaux le plus en hauteur mettra en place les mesures de protection nécessaires (platelages...), et en assurera l'entretien et le démontage.

Si l'origine d'une superposition est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections collectives nécessaires à la sécurité des autres lots.

### 4.10.2 Travaux de façade

Afin de permettre la mise en place du matériel d'élévation du personnel nécessaire aux travaux de façade, charpente et couverture, l'entreprise de Gros Œuvre, préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le reprofilage de l'encaissement en pied de murs, tout autour des constructions. (Après enduit de soubassement, et avant réseaux) sur une largeur de 1,50 m lorsque cela est possible (Pas de problème de limite de propriété)

### 4.10.3 Travaux polluants

Les entreprises réalisant des travaux générateurs de nuisances, tels que bruit, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières, devront mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité de l'ensemble des salariés sur le chantier. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protections collectives sera privilégiée par rapport aux protections individuelles.

## 4.11 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

DÉSIGNATION	LOT CONCERNÉ	TYPE D'INTERVENTION	SÉCURISATION
Travaux en hauteur	Lot unique	Travaux sur toiture	<p>Accès à chaque terrasse par des escaliers de chantier extérieur.</p> <p>Utilisation nacelle ou grue pour acheminer et évacuer les matériaux et outils : contrôle périodique à jour ; CACES et autorisation de conduite de l'opérateur.</p> <p>Protections collectives provisoires fixes à mettre en place pour la réalisation des travaux, sur la périphérie des toitures terrasses. Utilisation du harnais pour la pose de ces équipements.</p> <p>Les gardes-corps lestés ne pourront pas être utilisés pour ces travaux : ils gêneraient pour refaire l'étanchéité.</p>

Procédure mise en place en cas de défaillance : arrêt du poste.

## **5 ARTICLE 5 : SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

### **5.1 EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des équipes de maîtrise d'ouvrage et d'œuvre sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des circulations et accès, ou des appareils de levage, avec les autres chantiers se déroulant en même temps à proximité immédiate du site. (Urgence)

## **6 ARTICLE 6 : MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

### **6.1 REGLES GENERALES DE NETTOYAGE DU CHANTIER**

Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

L'ensemble des entreprises intervenantes doit donc veiller à maintenir le chantier et ses abords en parfait état de rangement et de propreté. A cet effet, les zones de circulation doivent rester libres et sans entrave (matériaux, matériels, câbles électriques, déblais, déchets, etc.)

### **6.2 CANTONNEMENTS**

Les locaux destinés à l'accueil des salariés doivent demeurer en état de propreté satisfaisant. Ils doivent être nettoyés chaque fois que nécessaire.

## **7 ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE**

### **7.1 ORGANISATION**

Le Code du travail impose la présence d'un sauveteur secouriste du travail dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, et sur chaque chantier occupant 20 personnes au moins, pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux.

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence.

Les entreprises devront, dans les 24 heures qui suivent tout accident du travail communiquer au Coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.

### **7.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **7.2.1 Travail avec ouvrier isolé**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ,
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

#### **7.2.2 Interdiction de fumer**

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

## **8 ARTICLE 8 : MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **8.1 PPSPS**

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Contenu : les renseignements généraux sur l'entreprise, la nature des travaux à réaliser, l'organisation des secours, les installations de chantier et les conditions de travail ainsi que la méthode d'intervention et les mesures de prévention des risques professionnels etc.
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

### **8.2 PRESTATAIRE DE SERVICE**

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton ... devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### **8.3 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

### **8.4 TRAVAILLEURS DETACHES**

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération.

Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France.

Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action.

A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

**DHOL****Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité**

CSPS	Denis ALLIX	06 79 53 57 33
------	-------------	----------------

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse du chantier	715, rue dunant 50 009 ST LO	Coordonnées GPS	/
Contraintes horaires de livraisons	A partir de Jusqu'à	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGC)	
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)	/	Quai de déchargement	

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom et adresse de l'entreprise			
Nom du réceptionnaire et Coordonnées			
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	D (m) : H (m) :	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue à tour	<input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier Type :	<input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur Type :
Autres renseignements utiles			